

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Croissance** : les entreprises de « la nouvelle économie », en forte croissance ont contribué à hauteur de 16,1% au PIB en 2018

**ECONOMIE GENERALE** ([ici](#))

**Immobilier** : le gouvernement se refuse à utiliser le secteur immobilier pour soutenir la croissance, alors que les faillites de promoteurs sont en hausse de 50% au S1 2019

**Réserves de change et réserves d'or** : la SAFE a publié son rapport annuel 2018 en divulguant pour la première fois un indicateur de rendement des réserves de change

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Finance** : la PBoC propose un renforcement de la réglementation des holdings financières

**Banques** : ICBC dirigera la restructuration de Bank of Jinzhou en difficulté

**Audit** : Après un scandale comptable, de nombreuses entrées en bourse reportées et une chute de confiance dans la qualité des comptes

**Banque** : l'ancien PDG de la China Development Bank accusé de corruption pour ses liens avec la CEFC China Energy Company

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Guerre commerciale** : au lendemain de la reprise des négociations sino-américaines à Shanghai, Donald Trump annonce des tarifs de 10% sur 300 Mds USD de biens chinois au 1er septembre

**OMC** : publication d'un mémorandum présidentiel américain exigeant une réforme du statut de « pays en développement » à l'OMC sous 90 jours

**Relations US-Chine** : inculpation par la justice américaine d'un magnat de l'aluminium chinois pour contournement de mesures anti-dumping et antisubventions

**ALE** : vingt-septième cycle des négociations du RCEP à Zhengzhou

**Défense commerciale** : le ministère du Commerce chinois lance une nouvelle enquête antisubventions contre l'alcool propylique importé des États-Unis

**Commerce et agriculture** : la Commission nationale du développement et la réforme (NDRC) et le MofCom annoncent l'importation de millions de tonnes de soja américain

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Crédit social** : le ministère du Commerce chinois publie des mesures sur le crédit dans le milieu des affaires

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Intelligence artificielle** : l'université Tsinghua présente la première puce hybride Tianjic combinant informatique classique et neuromorphique

**Acier** : le Ministère de l'Industrie et des Nouvelles Technologies (MIIT) reconnaît des difficultés dans la réduction des surcapacités

**Télécom** : les ventes de Huawei continuent d'augmenter malgré les sanctions américaines

**Industrie numérique** : le secteur des jeux vidéo renoue avec la croissance en Chine



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

**Développement durable** : le Ministre de l'écologie et de l'environnement a critiqué certaines villes pour la dégradation de la qualité de l'air

**Energie** : augmentation de 14% en glissement annuel de la production d'électricité d'origine renouvelable au premier semestre 2019

**Transports** : publication de statistiques du secteur des transports pour le premier semestre 2019

## HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Economie** : stagnation du PIB et baisse des exportations de Hong Kong au T2-2019, sous l'effet de la guerre commerciale sino-américaine.

**Politique monétaire** : Hong Kong suit la décision de la Fed en abaissant ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 2008

**USA/OMC** : Hong Kong et Macao figurent parmi les entités critiquées par les Etats-Unis pour bénéficier du statut de « pays en développement » au sein de l'OMC

**Politique monétaire** : Macao suit la décision de l'Autorité monétaire de Hong Kong en annonçant à son tour une baisse de son taux directeur



## CONJONCTURE

### **Croissance : les entreprises de « la nouvelle économie », en forte croissance ont contribué à hauteur de 16,1% au PIB en 2018**

La valeur ajoutée de « la nouvelle économie », principalement basée sur l'Internet, était de 14536,9Mds RMB en 2018, soit une croissance de 12,2% par rapport à l'année précédente, et représentait 16,1% du PIB, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017, a annoncé le Bureau national des statistiques (NBS).

La valeur ajoutée du secteur primaire (plantation et élevage reposant sur la haute technologie) de « la nouvelle économie » était de 622,7Mds RMB, représentant 0,7% du PIB, et celle du secteur tertiaire était de 7668,9Mds RMB, représentant 8,5% du PIB. La valeur ajoutée de l'industrie secondaire de « la nouvelle économie » était de 6245,3Mds RMB, représentant 6,9% du PIB, le secteur enregistrant la plus forte croissance de 15,1% par rapport à l'année précédente. La croissance de l'industrie secondaire s'explique par l'augmentation de la production de robots industriels. Le nombre d'entreprises de robots à Shenzhen, dans la province du Guangdong, est passé de 594 en 2017 à 649 en 2018. La production totale de l'industrie des robots a atteint 117,8Mds RMB, en hausse de 13,82% par rapport à 2017.

« La nouvelle économie » est impliquée dans tous les aspects des trois principaux secteurs industriels: robots, internet mobile, intelligence artificielle, service personnalisé et partage social. Les analystes estiment que la nouvelle économie émergente contribuera à la transformation de la structure économique chinoise, passant d'un modèle soutenu par le développement à grande vitesse à un modèle basé sur un développement de haute qualité, conformément aux objectifs définis dans le cadre du XIX<sup>ème</sup> Congrès.

### **Réserves de change et réserves d'or : la SAFE a publié son rapport annuel 2018 en divulguant pour la première fois un indicateur de rendement des réserves de change**

La *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* a publié son rapport annuel 2018 en divulguant pour la première fois la performance opérationnelle et la ventilation par devises des réserves de change. Le rendement moyen des réserves de change de 2005 à 2014 était de 3,68%. Eu égard à la ventilation des réserves de change de la Chine, la part du dollar américain est passée de 79% en 1995 à 58% en 2014, tandis que celle des devises autres que le dollar américain est passée de 21% à 42% sur la même période. La ventilation par devise des réserves de change est de plus en plus diversifiée, sans toutefois qu'elle soit connue.

En outre, le rapport annuel montre que la Chine est devenue le plus grand producteur d'or et le plus grand consommateur d'or au monde. De 2005 à 2008, les réserves d'or de la Chine étaient restées à 600 tonnes, avant de croître et de se stabiliser à 1054 tonnes entre 2009 et 2014. En 2015, la SAFE a fortement accru ses réserves d'or à 1762 tonnes. A fin 2018, les réserves d'or ont atteint 1852 tonnes, portant ainsi la Chine au sixième rang mondial des pays détenteurs.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECONOMIE GENERALE

### **Immobilier : le gouvernement se refuse à utiliser le secteur immobilier pour soutenir la croissance, alors que les faillites de promoteurs sont en hausse de 50% au S1 2019**

Lors de sa réunion semestrielle, le Politburo s'est engagé à soutenir l'économie par la demande et les dépenses d'infrastructures, citant des risques intérieurs et extérieurs sur la croissance chinoise. Le Politburo a cependant exclu d'utiliser le secteur immobilier comme stimulus macroéconomique, alors que la croissance du PIB a atteint son plus faible niveau depuis 27 ans au T2 2019. Selon le journal *Caixin*, l'absence du mot « deleveraging » dans le communiqué du Politburo ouvre la voie à un assouplissement de la politique monétaire et une utilisation de la politique fiscale à des fins de soutien contra-cyclique à la croissance.

274 promoteurs immobiliers ont fait faillite depuis le début de l'année, soit 50% de plus que l'année dernière à la même période, selon le People's Court Daily. Le dépôt de bilan récent de Yinyi Group, après un défaut de paiement sur 300M RMB de dette émise il y a trois ans, illustre les difficultés du secteur dans un contexte de ralentissement et de resserrement du crédit.

Si la Chine compte plus de 100 000 promoteurs immobiliers, l'augmentation du nombre de faillites fait craindre des difficultés supplémentaires. Les promoteurs manquent de liquidités alors que le financement direct de projets immobiliers n'ayant pas les autorisations administratives ou le financement nécessaire a été interdit par la CBIRC en mai. Cette interdiction a été élargie au financement indirect par capital et par souscription d'obligations. En juillet, la NRDC a imposé de nouvelles limites sur les émissions d'obligations offshore par des promoteurs immobiliers. Celles-ci ne doivent avoir pour objet que le refinancement de dette à moyen et long terme dont la maturité est inférieure à un an, ce qui exclut le refinancement de dette existante par émission d'obligations.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### **Finance : la PBoC propose un renforcement de la réglementation des holdings financières**

La PBoC a annoncé son intention le 26/07 d'imposer des licences aux sociétés non-financières et aux personnes physiques détenant des participations dans plusieurs segments de marché du secteur financier. Une société serait qualifiée de holding financière dès lors que ses actifs bancaires dépassent 500 Mds RMB (73 Mds USD). La qualification de holding financière emporterait ainsi obligation de constituer un capital minimum de 5 Mds RMB, et d'afficher une plus grande transparence, tant sur le plan des transactions que de l'actionnariat ou des sources de financement.

La PBoC s'est inquiétée des investissements nombreux de conglomérats dans le secteur des services financiers, évoquant l'existence d'un risque systémique, en l'absence d'une réglementation adéquate. Les nombreuses acquisitions financées par l'émission de dette font de ces holdings une cible pour les autorités, engagées dans une politique de baisse de l'endettement (deleveraging) et du risque financier (derisking) dans l'économie chinoise. Pour rappel, la PBoC a qualifié en 2018 une série de conglomérats de holdings financières, en l'espèce HNA, Fosun, China Evergrande, Tomorrow, ainsi que des FIN Techs tels qu'Ant Financial. La PBoC entend également interdire à certains individus de devenir actionnaire majoritaire dans des sociétés financières, notamment en cas de condamnation passées pour crimes économiques.

### **Banques : ICBC dirigera la restructuration de *Bank of Jinzhou* en difficulté**

La *Bank of Jinzhou* (Actifs: 748 Mds RMB), une petite *joint-stock bank* en difficulté cotée à Hong Kong depuis 2015 et basée dans la province du Liaoning en tant que 2<sup>e</sup> plus grande banque locale, tente de se restructurer en introduisant trois investisseurs stratégiques : 1) *ICBC Financial Asset Investment Ltd.*, une filiale à 100% de ICBC, dirigera la restructuration en injectant 3 Mds RMB pour 10,82% de participation au sein de la *Bank of Jinzhou*, devenant ainsi le principal actionnaire majoritaire. 2) *Cinda Investment Co. Ltd.*, l'une des quatre AMC et une filiale à 100% de *China Cinda*, prendra 6,49% de participation à la *Bank of Jinzhou* 3) *China Great Wall Asset Management*, une autre AMC, qui n'a pas encore annoncé son plan de participation détaillé. Les capitaux injectés par *ICBC Financial Asset Investment Ltd.*, et *Cinda Investment Co. Ltd.*, seront classés comme « *financial investments* » dans leurs bilans.

Pour mémoire, la *Bank of Jinzhou* a publié le 10 juin un plan visant à émettre 2 Mds RMB (289M USD) de NCDs (*negotiable certificate of deposit*) qui seront garantis par la PBoC par le biais de CRMW (*credit risk mitigation warrant*) à cause de ses problèmes de liquidité, qui ont probablement conduit à la démission de EY, chargé de l'audit de la *Bank of Jinzhou*, au motif d'incohérences en matière de prêts dans son bilan (cf. Brève du 10/06/2019).

### **Audit : Après un scandale comptable, de nombreuses entrées en bourse reportées et une chute de confiance dans la qualité des comptes**

Ruihua Certified Public Accountants, un des plus gros cabinets d'audit en Chine, fait l'objet d'une enquête par la CSRC, le régulateur des valeurs mobilières. La CSRC reproche aux comptables d'avoir validé les comptes du Kandge Xin Composite Material Group, un groupe coté à la bourse de Shenzhen, alors que son actionnaire principal aurait détourné 53,1 Mds RMB (7,72 Mds USD) entre 2014 et 2018. La CSRC reproche également à la société d'avoir gonflé ses profits entre 2015 et 2018, pour un montant de 11,9 Mds RMB (1,74 Mds USD).

Suite à ces révélations, plus de cinquante sociétés clientes de Ruihua ont dû reporter leurs projets d'entrée en bourse et de levées de fonds. La CSRC a par ailleurs suspendu les entrées en bourse prévues de 33 sociétés clientes de Ruihua, dont certaines devant effectuer leur entrée en bourse sur le nouvellement créé Shanghai Stock Exchange Star Market. Si Ruihua est reconnu coupable de collusion avec Kangde Xin en vue d'une fraude à la loi financière, la société d'audit pourrait se voir retirer sa licence, et les auditeurs pourraient être poursuivis au pénal.

La presse financière chinoise compare déjà ce scandale comptable à l'affaire Enron / Arthur Andersen. Alors que la Chine tente d'attirer les investissements internationaux, notamment à travers l'indice MSCI, un tel événement est de nature à inquiéter les investisseurs sur la fiabilité des comptes des sociétés chinoises. MSCI ayant augmenté la pondération de la Chine dans son indice « emerging markets », des flux de capitaux importants (estimés à 100 Mds USD) devraient entrer en Chine, alors que de grandes sociétés qui font partie de l'indice MSCI font l'objet d'enquêtes quant à leurs pratiques comptables. Un autre client de Ruihua, le Furen Medecines Group, est également sous enquête de la CRSC après avoir manqué le versement de 60M RMB (8,7M USD) de dividendes prévus, alors même que les comptes de la société rapportent qu'elle disposerait de 1,8 Mds RMB (261M USD) de liquidités.

### **Banque : l'ancien PDG de la China Development Bank accusé de corruption pour ses liens avec la CEFC China Energy Company**

HU Huaibang, le PDG à la retraite de la China Development Bank (CDB), est accusé de corruption par les autorités. Il est reproché à l'ancien PDG d'avoir commis des actes illégaux en aidant l'expansion de la CEFC China Energy Company, dont le PDG YE Jianming, a du quitter ses fonctions après avoir été accusé de corruption et détenu par les autorités en mars 2018.

HU Huaibang aurait ainsi accepté des pots-de-vin de la part du PDG de CEFC, utilisant comme intermédiaire l'ancien secrétaire du Parti de la province de Gansu (WANG Sanyun), en échange d'un soutien de la CDB aux projets d'expansion de la CEFC. La CDB, une des *policy banks*, aurait ainsi indument accordé des prêts à la CEFC durant le mandat de HU Huaibang, pour un montant total de 4,8 Mds USD. La CDB était ainsi devenue le prêteur principal de CEFC, avec près de 70% du crédit au passif de la CEFC.

Les difficultés financières de la CEFC depuis l'arrestation de son PDG en mars 2018 ont exposé la nature du lien entre son prêteur principal, la CDB, et certaines autorités provinciales. Le secrétaire du Parti de la province de Gansu, WANG Sanyuan, a été condamné en avril 2019 à 12 ans de prison pour avoir accepté 66,9M RMB (10M USD) de pots-de-vin entre 1993 et 2017. Pour rappel, les problèmes financiers et juridiques des conglomérats financiers chinois se multiplient depuis deux ans. HNA, la CEFC, Tomorrow Group ou encore Anbang ont fait l'objet d'enquêtes mêlant accusations de corruption et volonté de reprise de contrôle sur des participations très nombreuses et potentiellement systémiques dans le secteur des services financiers.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### **Guerre commerciale : au lendemain de la reprise des négociations sino-américaines à Shanghai, Donald Trump annonce des tarifs de 10% sur 300 Mds USD de biens chinois au 1<sup>er</sup> septembre**

Le Président américain Donald Trump, *via* une série de tweets publiés le 1<sup>er</sup> août dans l'après-midi aux États-Unis (dans la nuit en Chine), a annoncé son intention d'imposer, au 1<sup>er</sup> septembre, de « petits tarifs supplémentaires de 10% » sur 300 Mds USD d'importations de biens chinois, qui viendraient s'ajouter aux tarifs de 25% déjà imposés sur 250 Mds USD d'importations d'autres produits. En guise de justification, M. Trump a déploré que la Chine n'ait pas tenu sa promesse d'acheter « en quantités importantes » des biens agricoles américains. Il a également reproché à la Chine de continuer à permettre la vente de fentanyl – un opioïde mortel – vers les États-Unis. Pour mémoire, la Chine avait annoncé l'inscription au 1<sup>er</sup> mai 2019 du fentanyl sur la « liste des substances contrôlées » (voir brèves de la semaine du 1<sup>er</sup> avril). Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a fustigé, dans un communiqué officiel, « une violation sérieuse du consensus atteint par les Chefs d'État à Osaka » qui « n'aidera pas à solutionner les problèmes ». Le MofCom répète que la Chine « devra prendre les contre-mesures nécessaires ». Pour rappel, suite à la rupture brutale des négociations sino-américaines début mai, le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) avait diffusé une liste de produits d'une valeur de 300 Mds USD, et l'avait soumise à commentaires publics – deux préalables nécessaires à l'imposition effective de tarifs ([voir brèves de la semaine du 13 mai](#)). Cette liste, couvrant une gamme très large de produits – biens électroniques, textile et chaussures, jeux et jouets, etc. – exclut explicitement les produits pharmaceutiques, certains biens médicaux ainsi que certaines terres rares et minerais stratégiques. A l'issue de leur rencontre en marge du Sommet du G20 d'Osaka le 29 juin, les Présidents américain et chinois s'étaient toutefois accordés sur une reprise des négociations entre les deux pays en échange de la suspension de la menace d'imposition de tarifs américains sur cette liste de produits, et de la réalisation, par la Chine, d'achats de biens agricoles américains (voir brèves de la semaine du 1<sup>er</sup> juillet).

Cette menace de nouvelle escalade intervient au lendemain d'une séance de négociations – la première depuis près de trois mois - entre les délégations américaine et chinoise organisée à Shanghai. Dans leur communication post-négociations, tant le ministère chinois du Commerce que la Maison Blanche avaient salué des discussions « constructives », et annoncé une nouvelle séance de négociations aux États-Unis au mois de septembre. Le 30 juillet, en plein milieu des négociations, le Président américain avait vertement dénoncé sur *Twitter* les supposées tergiversations de la Chine (« *they always change the deal in the end to their benefit* ») et la non-réalisation de ses promesses d'achats de biens agricoles (« *no signs they are doing so* »). Les médias chinois avaient effectué un tir groupé pour fustiger « l'absence de sincérité » de la part des États-Unis et les « vieux ressorts de la pression extrême » (Quotidien du Peuple), qui sont une « habitude américaine dans ses relations avec la Chine » (Global Times).

[Lire le communiqué de la Maison Blanche post-négociations](#)

[Voir les tweets de Donald Trump](#)

### **OMC : publication d'un mémorandum présidentiel américain exigeant une réforme du statut de « pays en développement » à l'OMC sous 90 jours**

Le Président des États-Unis Donald Trump a signé, le 26 juillet, un mémorandum présidentiel octroyant un délai de 90 jours au représentant américain au Commerce (USTR) pour « modifier l'approche de l'OMC relative aux flexibilités associées au statut de pays en développement ». En cas d'absence de progrès dans ce délai, le Président américain instruit à l'USTR de cesser unilatéralement de traiter comme pays en développement tout pays qui, selon l'USTR, se déclare inopportunément comme tel



et « recherche, de manière inappropriée, l'avantage des flexibilités offertes par les règles de l'OMC ». Le mémorandum présidentiel prend pour cible la Chine - qualifiée de « meilleure illustration » d'un pays riche revendiquant le statut de pays en développement - et s'appuie pour cela sur plusieurs indicateurs destinés à démontrer son niveau élevé de développement (niveau des exportations de biens high-tech, des investissements sortants, nombre d'entreprises chinoises dans le Fortune 500 des plus grandes entreprises mondiales, etc.) Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a vivement critiqué une décision « qui n'est pas en adéquation avec les principes et l'esprit de l'OMC » et a jugé que « le droit des pays en développement à un traitement spécial et différencié doit être maintenu ». Le MofCom a par ailleurs défendu l'appartenance de la Chine à la catégorie des pays en développement en se référant à d'autres types d'indicateurs (indice de développement humain, revenu disponible par tête, part du secteur primaire dans le PIB) tout en assurant que la Chine « continuera à assumer des responsabilités internationales qui sont compatibles avec son niveau de développement »

[Lire le mémorandum présidentiel](#)

### **Relations US-Chine : inculpation par la justice américaine d'un magnat de l'aluminium chinois pour contournement de mesures anti-dumping et antisubventions**

Le département de la Justice américain (DoJ) a rendu publics, le 31 juillet, les détails de l'acte d'inculpation par un grand jury de la Cour de Californie, en mai dernier, du magnat chinois de l'aluminium Liu Zhongtian, fondateur de l'entreprise China Zhongwang. Selon le document, M. Liu est inculpé pour des charges de fraude et de blanchiment d'argent – des charges associées à des peines d'incarcération maximales de 465 ans. Concrètement, Liu Zhongtian est accusé d'avoir contourné des mesures de défense commerciale imposées par le département du Commerce américain (DoC) sur les importations d'aluminium chinois en 2011 via un système d'entreprises écrans et de dissimulation de l'origine et de la nature réelles des produits. Ce système de fraude aurait permis à China Zhongwang d'échapper à des droits anti-dumping et anti-subsidies d'une valeur d'1,8 Md USD. Dans des propos relayés par le quotidien *Global Times*, l'entreprise assure « avoir toujours respecté les lois et réglementations de la Chine et des pays de destination de ses exportations ».

[Lire le communiqué du DoJ](#)

### **ALE : vingt-septième cycle des négociations du RCEP à Zhengzhou**

Du 22 au 31 juillet, le 27<sup>ème</sup> cycle des négociations du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), réunissant 16 pays dont les 10 pays de l'ASEAN\*, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et l'Inde, s'est tenu à Zhengzhou (capitale de la province du Henan), en Chine. En marge de la réunion du comité des négociations commerciales, les parties ont organisé des réunions parallèles de groupes de travail dédiés au commerce des biens, au commerce des services, à l'investissement, aux règles d'origine, au « trade relief », à la propriété intellectuelle, au e-commerce, et aux dispositions légales. Pour rappel, 7 chapitres ont été conclus fin 2018 (coopération technique ; PME ; procédures douanières et facilitation des échanges ; marchés publics ; dispositions institutionnelles ; standards sanitaires et phytosanitaires ; réglementations techniques et procédures d'évaluation de la conformité). Entamées en 2012 et largement impulsées par la Chine, les négociations du RCEP ont manqué leur cible de conclusion trois années d'affilée (2016, 2017, 2018). Selon un communiqué du ministère du Commerce chinois (MofCom) publié le 31 juillet, les parties ont réaffirmé l'objectif d'achever les négociations d'ici fin 2019, conformément à l'objectif fixé lors de la 2<sup>ème</sup> réunion des dirigeants du RCEP en novembre 2018 à Singapour. Ce cycle des négociations a précédé une réunion ministérielle du RCEP organisée les 2 à 3 août à Pékin.



\*Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

### **Défense commerciale : le ministère du Commerce chinois lance une nouvelle enquête antisubventions contre l'alcool propylique importé des États-Unis**

Suite au lancement de l'enquête d'antidumping sur le même produit la semaine dernière ([voir brèves de la semaine du 22 juillet 2019](#)), le ministère du Commerce chinois (MofCom) a lancé une nouvelle enquête antisubventions contre l'alcool propylique importé des États-Unis à partir du 29 juillet 2019, pour une durée d'un an (18 mois en cas de circonstances exceptionnelles). Le MofCom « considère que la demande de la part de l'industrie chinoise satisfait les conditions juridiques » pour initier cette enquête, selon le porte-parole lors de la conférence de presse hebdomadaire.

### **Commerce et agriculture : la Commission nationale du développement et la réforme (NDRC) et le MofCom annoncent l'importation de millions de tonnes de soja américain**

En parallèle à la reprise des négociations à Shanghai, dans un contexte tendu, par les équipes commerciales économiques des deux pays, La NDRC et le MofCom chinois ont annoncé avoir d'ores et déjà procédé à la commande de millions de tonnes de soja américain, après la réunion des deux présidents à Osaka ; ces volumes seraient déjà en cours d'expédition. Depuis le 19 juillet, des entreprises chinoises auraient contacté des fournisseurs américains pour négocier le prix de produits agricoles tels que le soja, le coton, le porc et le sorgho. Les entreprises ont demandé une exemption de droits de douane sur ces importations agricoles des États-Unis.

La Chine, qui a pris conscience de sa dépendance au soja américain à l'occasion de ce conflit commercial, cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement : outre le Brésil (grand gagnant de ce conflit), elle a ainsi prévu de développer la production nationale, notamment en substituant du maïs cultivé dans les provinces du Nord-est (*Dongbei*) par du soja. Elle tenterait aussi de favoriser le développement de cette production dans des pays proches de l'ASEAN en s'appuyant sur la diaspora chinoise de ces pays. La GACC vient en outre d'annoncer l'ouverture du marché aux exportations russes mais cette origine mineure n'est pas à même, au moins à ce stade, de concurrencer les volumes américains.

La décapitalisation du cheptel porcin (- 30 % à - 40 % sur un an) devrait réduire les besoins en soja, cette année et tant que le cheptel ne sera pas revenu à son niveau de 2017. Ainsi, les importations ont baissé de 15 M. t. depuis le début de 2019. Toutefois, la trituration se maintient désormais à un niveau élevé. Le transfert vers la production de volaille et, dans une moindre mesure, la production bovine, ainsi que l'arrêt de l'usage des eaux grasses, désormais interdites, expliqueraient la vigueur inattendue de cette demande.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### Crédit social: le ministère du Commerce chinois publie des mesures sur le crédit dans le milieu des affaires

Le 31 juillet 2019, le ministère du Commerce chinois (MofCom) a publié des « mesures pour gérer la liste des entités soumises à la discipline conjointe sur le crédit dans le milieu des affaires ». Ces mesures ont pour objectif de « renforcer la réglementation du crédit dans le monde des affaires, tout en contribuant à l'établissement du système du crédit social en Chine ». Les entités incluent les personnes physiques et morales. Selon ces mesures, la liste des entités est divisée en deux catégories : les entités qui seront soumises aux pénalités conjointes pour une période maximale de 3 ans, et les entités qui seront soumises à la veille spéciale pour une période maximale de 2 ans. Le texte énumère aussi les critères justifiant l'inclusion des entités dans la liste, dont les peines ou enquêtes administratives, les décisions judiciaires, ainsi que les lois et les réglementations par rapport au crédit social des entités. Par ailleurs, ce document prévoit aussi que les modalités de retrait des entités de cette liste : expiration de la période de validité, « réhabilitation » du crédit en cas de correction des actions erronées, annulation des décisions administratives ayant mené à l'inclusion des entités dans la liste, et changement des critères pour l'inclusion des entités. Selon le porte-parole du MofCom lors de la conférence de presse hebdomadaire, les mesures visent aussi à réglementer les actions gouvernementales pour que l'inclusion des entités dans la liste soit conforme aux lois ; de plus, ces mesures, selon le MofCom, ont vocation à traiter toutes les entités du marché, étrangères ainsi que chinoises, d'une manière équitable.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Intelligence artificielle : l'université Tsinghua présente la première puce hybride Tianjic combinant informatique classique et neuromorphique**

L'équipe du Professeur Shi Luping de l'Université de Tsinghua (Pékin) a présenté la puce Tianjic dans le journal scientifique *Nature*. L'intelligence artificielle (IA) s'est jusqu'à ce jour développée en deux branches : l'école classique (computer-based) et l'école neuromorphique qui s'inspire du fonctionnement des réseaux de neurones. Alors que des puces dédiées à l'une ou l'autre des familles d'algorithmes existent déjà de manière séparée, la puce Tianjic permet de les faire coexister sur un seul et même processeur. Les puces Tianjic atteindraient ainsi des performances jusqu'à 100 fois supérieures et une efficacité énergétique jusqu'à 10 000 fois supérieure aux puces classiques.

Un vélo autonome équipé de la puce Tianjic a été présenté en exemple, capable de prendre en compte des consignes vocales et visuelles, de maintenir son équilibre et d'éviter des obstacles. Au-delà de cette démonstration, ce type de puce hybride peut permettre des avancées majeures dans le domaine des véhicules totalement autonomes (L5) et sur le chemin de l'intelligence artificielle « forte » (qui disposerait d'une compréhension de ses propres raisonnements).

En juillet 2018, le China Institute for Science and Technology Policy de l'Université de Tsinghua soulignait un intérêt majeur pour la Chine de développer des puces dédiées à l'IA. Si les designers chinois doivent sous-traiter la production des puces classiques les plus avancées (7 nm) à des fondeurs étrangers tels que le taïwanais TSMC, les puces pour l'intelligence artificielle (dont Tianjic) peuvent être réalisées par des fondeurs en Chine continentale jusqu'en 28 nm.

### **Acier: le Ministère de l'Industrie et des Nouvelles Technologies (MIIT) reconnaît des difficultés dans la réduction des surcapacités**

Lors d'une réunion avec l'Association Chinoise du Fer et de l'Acier (CISA), Wang Wei, directeur du département des matières premières au MIIT a indiqué que, dans le secteur de l'acier, « de plus en plus d'entreprises ont réduit leurs capacités mais la quantité de production réelle augmente fortement ». D'après les données de la *World Steel Association* (WSA), le pays a produit 928 MT d'acier brut en 2018 (+11,6% en g.a) et 1106 Mt de produits à base d'acier en 2018 (+5,5% en glissement annuel), ce qui en fait le premier producteur mondial, avec respectivement 51,3% et 48,8% des parts de marché. Cette croissance s'est poursuivie au premier semestre 2019 puisque, selon la CISA, les productions d'acier brut et de produits en acier ont augmenté respectivement de 9,9% (492 M tonnes) et 11,4% (587 M tonnes) en g.a.

Cette croissance serait, selon les autorités, en partie due à une résurgence des pratiques de production frauduleuse. Selon Wang Wei, certaines entreprises « jouent des tours » afin de construire de nouvelles usines tandis que la production d'acier non-conforme aux standards en vigueur (en matière environnementale et qualitative) réapparaît. Selon le MIIT, la production des entreprises non-membres de la CISA, en majorité des petites entreprises dont les pratiques sont moins surveillées, aurait augmenté de 24% sur les six premiers mois de l'année 2019, contre 5,6% pour les entreprises membres de la CISA. Pour contrer ces phénomènes, la Commission Nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) et le MIIT ont annoncé la mise en place d'un panel d'inspection conjoint, dont le travail débutera au troisième trimestre 2019.

Pour rappel, la NDRC avait annoncé le 30 avril dernier (voire brèves du 17 mai 2019) la réalisation avec deux ans d'avance des objectifs du XIII<sup>ème</sup> plan quinquennal (2016-2020), soit une réduction des

capacités nationales de 150 M de tonnes par rapport au niveau de 2016. Dans le même temps, le taux d'utilisation des capacités de production d'acier a atteint 78% (+2% en glissement annuel).

Parallèlement, le MIIT cherche à opérer une concentration du secteur et a annoncé pour cela que 60% de la production nationale devrait être assurée par les dix premières entreprises du secteur à l'horizon 2020. Cette proportion n'était que de 37% en 2018, loin des objectifs annoncés. Cependant, certains progrès visibles ont été réalisés : entre fin 2015 et fin 2018, le nombre d'entreprises sidérurgiques en Chine a diminué de façon constante, passant de 9540 à 5138 (- 46%) et des fusions de grande ampleur ont eu lieu, tels le rachat en juin 2019 de Magang Steel par Baowu Steel, désormais deuxième producteur mondial d'acier (lui-même issu de la fusion en 2016 entre Baosteel Group et Wuhan Iron and Steel).

L'augmentation continue du prix des matières premières (minerais de fer et coke notamment) et le retard pris par les entreprises sidérurgiques chinoises en termes d'émission de CO<sub>2</sub> (mis en évidence par un rapport de l'ONG britannique CDP publié fin juillet 2019) représentent actuellement les autres principaux défis du secteur.

[Lier le World Steel in Figures 2019 \(WSA\)](#)

### **Télécom : les ventes de Huawei continuent d'augmenter malgré les sanctions américaines**

Les ventes mondiales du groupe chinois ont progressé de 23,2% au premier semestre 2019 en glissement annuel, ce qui représente un chiffre d'affaires total de 401,3 Mds CNY (52,2 Mds EUR) sur cette période. Le groupe a également annoncé des bénéfices positifs sur les six premiers mois de l'année et a présenté un plan d'investissement total de 120 Mds CNY (15,6 Mds EUR) en R&D pour l'ensemble de 2019. Concernant le marché des télécoms, Huawei a annoncé avoir d'ores et déjà signé 50 contrats commerciaux pour le déploiement de la 5G et expédié plus de 150 000 bases à travers le monde.

Les ventes de smartphones ont également augmenté de 24% sur les six premiers mois de l'année (118 millions de smartphones expédiés), tirées par le marché chinois où Huawei représente 40% des ventes. Cette position dominante sur le marché local s'est considérablement renforcée au deuxième trimestre puisque l'entreprise y a gagné 10 points de parts de marché. Selon Caixin, ce phénomène s'explique par un soutien massif de la population chinoise à Huawei, qui est considéré comme un champion national dont le traitement par les Etats-Unis est jugé injuste.

A l'inverse, selon Jia Mo, analyste chez Canalys, les ventes de smartphones ont reculé dans l'ensemble des autres pays, ce qui peut s'expliquer en partie par l'incertitude sur le futur de la collaboration avec Android (Google) mais aussi par les suspicions soulevées par de nombreux pays concernant la sécurité des données. Ainsi, malgré les résultats positifs, l'incertitude concernant les sanctions américaines semble avoir affecté les résultats du groupe, puisque ceux-ci ont augmenté de 30% au premier trimestre mais de seulement 13% au second. Liang Hua, le président de Huawei, a lui-même reconnu que les mesures américaines avaient pesé sur les ventes de smartphones à l'international ainsi que sur les services de cloud du groupe mais a néanmoins affirmé que ces difficultés étaient « contrôlables ».

Pour rappel, Donald Trump a annoncé mardi 23 juillet qu'une décision serait prise rapidement concernant de possibles exemptions qui pourraient permettre à certaines entreprises américaines de continuer à collaborer avec Huawei malgré la présence de l'entreprise sur la « liste des entités » considérées comme présentant une menace pour la sécurité nationale.

## Industrie numérique : le secteur des jeux vidéo renoue avec la croissance

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaire du secteur du jeu vidéo en Chine s'est élevé à 116 Mds CNY, en croissance de 10,8% en glissement annuel. Cette croissance est tirée par les jeux sur mobile qui représentent maintenant 60% des revenus du secteur. La Chine compte aujourd'hui 554 millions de joueurs en ligne, dont la moitié a moins de 25 ans. En 2018, la Chine représentait 28% du chiffre d'affaire mondial de l'industrie.

Ce secteur a récemment subi des changements législatifs importants qui ont considérablement affecté l'industrie pendant plus d'un an. Entre mars 2018 et avril 2019, les autorités chinoises n'ont plus accepté de nouvelles demandes de licences de jeux vidéo à la suite d'une réorganisation des organismes de contrôle. Trois domaines précis ont fait l'objet de modifications de régulation substantielles : interdiction de la vue du sang, restriction de la violence, interdiction des jeux de pari en ligne (poker, majong, etc.), durcissement des normes sur les jeux historiques. Un temps de jeu maximal par enfant a aussi été instauré avec des moyens de vérification de la majorité (carte d'identité, reconnaissance faciale et systèmes de vérification en lien avec les bases de données de la police chinoise), mais la réglementation a été en partie contournée. Cette nouvelle réglementation s'inspire en partie de celle mise en place par la Corée du Sud en 2011.

Le cas de la Corée du Sud a montré qu'une régulation plus stricte du domaine, notamment concernant les vérifications d'âge, demande des ressources difficiles à mettre en place. De telles normes ont notamment pour effet de favoriser les entreprises les mieux établies, renforçant la consolidation du secteur. En Chine, Tencent (48% des parts de marché en 2017) et NetEase (17%) pourraient ainsi se trouver dans une position préférentielle, mais avec un marché dont la croissance pâtira nécessairement de ces changements. Tencent est surtout en position dominante sur les jeux « gratuits à jouer » (mais à options payantes), le groupe détenant, avec ses partenaires, 53% du marché mondial.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Développement durable : le Ministre de l'écologie et de l'environnement a critiqué certaines villes pour la dégradation de la qualité de l'air**

Selon un communiqué du Quotidien du Peuple, le Ministre de l'écologie et de l'environnement, M. Li Ganjie, a exprimé au cours d'une conférence nationale sur la qualité de l'air son mécontentement concernant l'augmentation considérable de la pollution de l'air dans certaines villes au premier semestre 2019. M. Li Ganjie n'a pas précisé publiquement les noms des villes concernées mais, après examen minutieux des statistiques officielles, le Quotidien du Peuple dresse la liste des provinces regroupant la majorité des agglomérations à la traîne en matière de qualité de l'air : il s'agit du Shandong, du Shanxi, du Shaanxi, du Hebei et du Henan.

### **Energie : augmentation de 14% en glissement annuel de la production d'électricité d'origine renouvelable au premier semestre 2019**

Lors de la conférence de presse de l'Administration nationale de l'énergie (NEA) le 25 juillet, le Directeur général adjoint du Département des nouvelles énergies et des énergies renouvelables, M. Li Chuangjun, a présenté les statistiques pour le premier semestre 2019 concernant la production d'électricité d'origine renouvelable (env. 26 % du bouquet électrique chinois).

La production d'électricité renouvelable a augmenté de 14 % en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 888 Mds kWh au premier semestre 2019. L'hydroélectricité, qui représente 58 % de toute l'électricité renouvelable, a crû de 11,8% en g.a. L'électricité éolienne et solaire photovoltaïque (respectivement 24 et 12 % des renouvelables) augmentent resp. de 11,5% et de 30% en g.a. L'électricité issue de la biomasse (6 % seulement de l'électricité renouvelable) a crû de 21,3% en g.a. Simultanément l'efficacité de l'utilisation des énergies renouvelables s'est améliorée puisque les pertes liées à la production d'électricité ont baissé de 1,2 pts pour le solaire et de 4,0 pts pour l'éolien en g.a. pour atteindre resp. 2,4 et 4,7%.

Pour mémoire, les statistiques de la NEA et celles du Bureau national des statistiques (NBS) diffèrent systématiquement en ce qui concerne la production d'électricité puisque le NBS classe l'électricité provenant de la biomasse parmi celle d'origine thermique. On remarque également un écart systématique entre l'estimation par la NEA de la production d'électricité solaire (106,7 Mds kWh au premier semestre 2019) et celle publiée par le NBS (56,8 Mds kWh).

### **Transports : publication de statistiques du secteur des transports pour le premier semestre 2019**

Le 23 juillet, le Ministère chinois des transports (MoT) a rendu public des statistiques de son secteur pour le premier semestre. Les investissements dans les transports (ferroviaire, routier, logistique et aviation civile) se sont élevés à 179 Mds EUR pour le premier semestre 2019, soit une augmentation de 4,8% par rapport à la période correspondante en 2018. Le MoT note que les trajets de passagers ont baissé de 1,8% en glissement annuel (g.a.) alors que le Bureau national des statistiques fournit également le trafic exprimé en passagers-km : augmentation de 3,8% pendant la même période. Le MoT relève aussi l'augmentation de 5,9% du fret transporté (24,6 Md tonnes) et de 26% de la livraison rapide (*express delivery*).



Pour mémoire, le Premier Ministre M. Li Keqiang avait annoncé, au cours des deux assemblées parlementaires en mars dernier, un objectif de 106 Mds EUR d'investissements pour la construction de nouvelles lignes ferroviaires et de 239 Mds EUR d'investissements pour les routes et les voies d'eau. En outre 700 Mds EUR d'investissements dans les transports urbains au cours du 13<sup>ème</sup> plan quinquennal (2016-2020).

*Retour au sommaire ([ici](#))*





## HONG KONG et MACAO

### **Economie : stagnation du PIB et baisse des exportations de Hong Kong au T2-2019, sous l'effet de la guerre commerciale sino-américaine.**

Sous l'effet de la guerre commerciale sino-américaine et des incertitudes économiques pesant sur la croissance mondiale, l'expansion économique de Hong Kong est pratiquement au point mort. La R.A.S a enregistré au T2-2019 une augmentation de 0,6 % de son PIB en glissement annuel, soit une croissance identique à celui du T1-2019. Alors que le gouvernement prévoyait une croissance comprise entre 2 et 3% en 2019 (vs 3,2% en 2018), Standard Chartered et Bank of East Asia envisagent désormais une croissance de seulement 1,5% pour cette année. Les exportations totales de Hong Kong ont quant à elles chuté de 4,7 % au T2-2019 par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 974,2 Mds HK\$ (soit 112,7 Mds €). Ce fléchissement atteint 9% pour le mois de juin 2019 par rapport à l'an dernier, avec des exportations atteignant 309,6 Mds HK\$ (soit 35 Mds €), constituant la baisse la plus importante depuis trois ans.

### **Politique monétaire : Hong Kong suit la décision de la Fed en abaissant ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 2008**

Suite à la décision de la Fed de baisser son taux directeur d'un quart de point à 2%-2,25%, l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) a annoncé une baisse de son taux directeur de 25 points de base à 2,5 % – une première depuis 2008. Le directeur général de la HKMA, Norman Chan, a annoncé que le taux interbancaire HIBOR (Hong Kong Interbank Offered Rate) pourrait ne pas suivre immédiatement l'évolution de la Fed, en raison des pressions de liquidité interne. Il a indiqué que les taux de Hong Kong pouvaient être influencés par des facteurs locaux, tels qu'un nombre élevé d'IPO sur le marché boursier par exemple. La plus grande banque de Hong Kong, HSBC, a quant à elle annoncé qu'elle maintiendrait inchangé son taux d'intérêt commercial. D'autres banques commerciales devraient annoncer, au cours des prochains jours, si elles suivent ou non la décision de la HKMA en réduisant leurs taux d'intérêt commerciaux, ce qui aurait une incidence sur les prêts hypothécaires résidentiels.

### **USA/OMC : Hong Kong et Macao figurent parmi les entités critiquées par les Etats-Unis pour bénéficier du statut de « pays en développement » au sein de l'OMC**

Visant initialement la Chine qu'il accuse d'abuser de son statut de « pays en développement » au sein de l'OMC (membre depuis 2001), le président américain a également visé d'autres entités à travers un mémorandum adressé au US Trade Representative rendu public, dont Hong Kong et Macao, accusées de profiter indûment des facilités conférées par ce statut. Celui-ci, partagé par environ les 2/3 des membres, permet entre autres de retarder l'application de certains accords, de protéger certains secteurs économiques, et accorde des avantages procéduraux lors des différends à l'OMC. Membres fondateurs de l'OMC depuis 1995, les 2 R.A.S. affichent en effet des PIB par habitant parmi les plus élevés du monde. L'administration américaine reproche au système actuel le fait que chaque pays annonce lui-même la catégorie de pays auquel il appartient (à l'exception des PMA). Les Etats-Unis ont laissé 90 jours à l'OMC pour régler le problème de classification des pays membres, auquel cas ils pourraient unilatéralement ne plus reconnaître ce statut aux pays qui, selon eux, en abusent.

### **Politique monétaire : Macao suit la décision de l'Autorité monétaire de Hong Kong en annonçant à son tour une baisse de son taux directeur**

L'Autorité monétaire de Macao (AMCM) a annoncé qu'elle allait suivre la décision de l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) en abaissant son taux directeur de 25 points de base à 2,5%. C'est la première fois depuis décembre 2015 que l'AMCM met fin au cycle de relèvement du taux directeur. La pataca étant liée au dollar hongkongais, l'AMCM a déclaré que les mouvements des taux directeurs



hongkongais et macanais devraient être fondamentalement cohérents afin de maintenir le fonctionnement efficace du système de taux de change lié.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique,

district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Thomas Harbor, Camille Bortolini, Furui Ren, François Blanc, Antoine Martin, Antoine Moisson, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Maxime Sabourin

**Revu par :** David Karmouni, Julien Dumond, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux

